

Agreste Bretagne



Avril 2014 - 3

Une publication de la Draaf Bretagne

Bilan agricole 2013 en Bretagne

Tensions sur les filières animales

En 2013, le prix des céréales commence à redescendre, mais le coût des aliments pour animaux reste très haut. Si la quasi-totalité des cours des produits animaux progresse, des tensions se manifestent dans les filières porcine, avicole, et laitière. La conjoncture s'améliore cependant en fin d'année dans les secteurs des œufs et du lait. La situation est plus satisfaisante pour les gros bovins. Au cours de cette même année, les légumes sont bien valorisés, hormis les tomates.

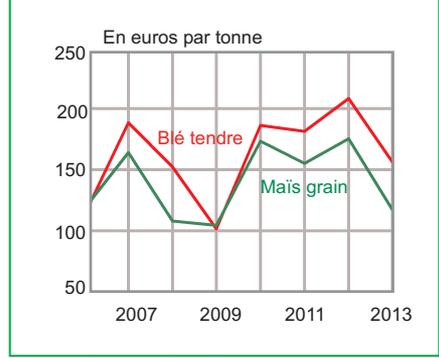
Baisse du prix des céréales

En 2013, grâce aux bons rendements, les productions céréalières progressent en Bretagne. Elles dépassent de 6 % celles de 2012 et de 1 % la moyenne des cinq dernières années. La sole céréalière croît de 1,2 % en un an. À l'inverse des évolutions de 2012, les surfaces augmentent fortement en orge et maïs grain, un peu moins en

avoine. Elle se réduisent au contraire en blé et triticale. Avec 292 700 ha, cultivés en majorité pour l'alimentation animale, le blé demeure la céréale la plus répandue en Bretagne, suivie du maïs grain (134 400 ha), de l'orge (72 700 ha) et du triticale (54 600 ha). Après avoir reculé en 2012, les rendements des céréales à paille s'améliorent en 2013. En début d'année, la météo pluvieuse perturbe les semis. Le manque de luminosité et les températures basses, au printemps, entraînent des retards végétatifs. Puis l'ensoleillement de juillet favorise une récolte de céréales d'hiver satisfaisante en quantité comme en qualité. Les rendements s'accroissent de 6,6 % pour l'ensemble des céréales à paille. Le gain atteint 7,3 % pour le blé. En revanche, la sécheresse de septembre entraîne des retards de croissance et une baisse de rendement pour le maïs grain (-2,5 % sur l'année). Sa qualité est bonne cependant. Comparés à la

moyenne 2008-2012, les rendements gagnent 4,6 q/ha pour l'orge, 1,9 q/ha pour le blé et 1,6 q/ha pour le triticale. Pour le maïs grain, la perte est de 2,6 q/ha. La superficie en oléagineux est de 43 800 ha en Bretagne. Elle s'accroît pour la quatrième année consécutive. La production annuelle gagne 20 % sur la moyenne quinquennale, malgré un recul des rendements de 2,3 %. En 2013, avec 3 600 ha, les surfaces en protéagineux chutent pour la troisième année de suite (-21 % en un an et -46 % comparé à 2008-2012). Elles retrouvent le niveau d'avant 2010, année de mise en place de mesures financières ponctuelles en faveur de l'autonomie en protéines, suite au bilan de santé de la politique agricole commune. Après avoir atteint le niveau le plus haut lors de la campagne précédente, les cours céréaliers et oléagineux reculent en 2013. En début de campagne, les perspectives d'offres abondantes au niveau mondial provoquent une inflexion des prix à la baisse. Les cours se stabilisent ensuite et remontent légèrement en fin d'année, tout en restant nettement inférieurs à ceux d'un an plus tôt. En Bretagne, le prix de base des céréales chute par rapport aux moyennes quinquennales de 6 % pour le blé et l'orge, 8 % pour le triticale et 18 % pour le maïs grain.

Le prix des céréales en Bretagne



Source : Agreste - Draaf Bretagne - FranceAgrimer

La filière porcine en difficulté

Alors qu'il progressait quasiment chaque année depuis 2000, le volume de porcs charcutiers abattus en Bretagne se réduit pour la deuxième année consécutive

Agreste Bretagne

(- 1,5 % par rapport à 2012 et - 2,9 % comparé à la moyenne quinquennale), en lien avec la baisse du cheptel. Le volume 2013 s'élève à 1,09 million de tonnes pour 13,5 millions de têtes. Les tensions sont fortes dans un contexte de coût de l'aliment élevé et de surcapacité des abattoirs.

Au marché au cadran de Plérin, le prix de base du porc charcutier s'établit à 1,47 €/kg, en moyenne annuelle. Il est à peine supérieur à celui de 2012, mais 16 % au dessus de la moyenne 2008-2012. Après un fléchissement fin 2012, les prix augmentent à nouveau au 1^{er} trimestre 2013. Mais non suivie dans les autres bassins de production, cette hausse ne se confirme pas en avril. Les offres en production régressent et la demande générale est décevante. Au printemps, la consommation faiblit, en lien avec le temps maussade. La reprise des cours n'intervient qu'en juin, avec le repli de la production. La consommation reprend en juillet, avec l'arrivée d'une météo enfin estivale en France et en Europe. Les cours entament une progression jusqu'en août, accentuée par la contraction des disponibilités. L'embellie

est interrompue en septembre par une chute des cours en Allemagne. Le mouvement de baisse des prix se poursuit au dernier trimestre. Les perturbations sociales dans l'abattoir finistérien Gad, suivi de sa fermeture en octobre, accentuent les difficultés d'écoulement. Si une stabilisation intervient en novembre, le renversement de tendance outre-Rhin début décembre déstabilise tous les marchés européens entraînant une chute des cours.

Parallèlement, les cours céréaliers passent en dessous de la moyenne 2008-2012 en juillet, mais la répercussion est lente sur le prix de l'aliment. Malgré le recul depuis avril 2013, le coût des aliments pour porcins reste au dessus du niveau quinquennal tout au long de l'année. Il atteint un nouveau record en 2013. Estimé par l'IFIP (Institut de la Filière Porcine), le prix des aliments dépasse d'un quart la moyenne 2008-2012, soit 20 cts d'euro de plus par kg de carcasse.

Crise de l'œuf

Si l'année 2012 a été très satisfaisante en termes de prix pour les **œufs de consom-**

mation, la conjoncture se dégrade en 2013 pour cette filière. Après la raréfaction de l'offre en 2011 et 2012, liée à la mise aux normes européennes des cages de poules pondeuses, la production 2013 reprend massivement en France et en Europe. En Bretagne, le nombre d'œufs produits excède de près d'un quart celui de 2012. Dans ce contexte d'offre abondante, le prix des œufs de consommation chute (- 34 % en France). En début d'année, les producteurs d'œufs pâtissent à la fois du recul des prix et de celui de la consommation. Puis le marché de l'œuf entre en crise durant l'été, avec des surplus de production entretenant la baisse des cours. Les mesures d'urgence (retraits pour désengorger le marché) permettent une stabilisation de la situation avec une reprise de la demande et du cours de l'œuf. En fin d'année, le contexte redevient positif, d'autant que le coût de l'aliment recule.

S'agissant des volailles de chair, la situation est relativement équilibrée pour les **poulets**. Les indicateurs annuels sont satisfaisants. Mais l'arrêt total des restitutions européennes aux exportations, annoncé en juillet, provoque de fortes ten-

Les principales productions bretonnes

	Bretagne 2012 D	Bretagne 2013 P	Évolution 2013 P / 2012 D	Part Bretagne / France en 2013
Productions végétales (tonnes)				
Blé	2 059 119	2 159 952	4,9 %	6 %
Maïs grain	1 033 000	1 115 340	8,0 %	8 %
Orge	439 282	515 870	17,4 %	5 %
Triticale	377 021	364 095	- 3,4 %	18 %
Autres céréales	104 911	91 764	- 12,5 %	3 %
Oléagineux	139 680	147 339	5,5 %	2 %
Maïs fourrage	4 295 000	4 371 680	1,8 %	24 %
Choux-fleurs	279 557	273 031	- 2,3 %	85 %
Tomates	192 336	217 093	12,9 %	29 %
Lait (millions de litres)				
Livraisons à l'industrie	5 091	5 118	0,5 %	22 %
Activité dans les abattoirs (tonnes)				
Bovins - 12 mois	68 236	66 177	- 3,0 %	31 %
Veaux	67 745	66 000	- 2,6 %	36 %
Gros bovins	261 312	252 056	- 3,5 %	21 %
Porcs	1 133 645	1 117 142	- 1,5 %	58 %
Gallus	369 724	388 833	5,2 %	36 %
Dindes	173 616	143 505	- 17,3 %	42 %
Production d'œufs des élevages professionnels				
Œufs de consommation (milliers)	4 905 920	6 003 860	22,4 %	41 %

D = Définitif, P = Provisoire

Sources : Agreste Draaf Bretagne - Statistique agricole annuelle, enquêtes auprès des laiteries, enquête auprès des abattoirs

sions dans le secteur poulet-export. La situation s'améliore en fin d'année, confortée par l'aval de la Commission européenne pour le dispositif français de soutien à la filière poulet-export. Bien qu'il recule au dernier trimestre, le volume de poulets abattus en Bretagne progresse de 5,2 % entre 2012 et 2013 (+ 7,5 % par rapport à la moyenne quinquennale). Dans le même temps, les exportations françaises de viande de poulet évoluent favorablement, excepté au quatrième trimestre, et les importations diminuent légèrement. En 2013, la consommation française de viande de volaille atteint son plus haut niveau depuis 40 ans, portée surtout par le poulet.

En revanche, la filière dinde reste sinistrée en Bretagne. Les abattages reculent de 20 % sur la moyenne 2008-2012. Dans un contexte où les exportations françaises diminuent encore (- 13,6 % sur un an), l'amélioration de la consommation nationale ne suffit pas à inverser la tendance. Le coût des aliments pour volailles est au plus haut. Selon l'Indice des Prix d'Achat des Moyens de Production Agricole (IPAMPA), le coût moyen annuel excède de 4,2 % celui de 2012, et de 17 % la moyenne quinquennale. Il diminue cependant progressivement au cours de l'année. Par ailleurs, les éleveurs sont relativement épargnés par le coût de l'énergie, plus faible qu'en 2012.

En 2013, l'évolution du coût de l'aliment est en partie répercutée sur les prix des marchés. Le prix annuel moyen du poulet prêt à cuire à Rungis croît de 2 % par rapport à 2012 et de 7,5 % comparé à 2008-2012. Il s'affiche à 2,31 €/kg. Le prix moyen du filet de dinde à Rungis progresse de 3,6 % en un an (5,023 €/kg).

Recul des abattages et hausse des prix pour les bovins

Les abattages de gros bovins en Bretagne se réduisent pour la deuxième année consécutive (- 3,5 % par rapport à 2012), tout en se stabilisant sur la moyenne 2008-2012. La baisse annuelle des abattages concerne toutes les catégories, excepté celle des jeunes bovins. Le repli des abattages de vaches laitières

(- 8,7 %) s'explique dans un contexte de prix du lait favorable. Face au déficit d'offre, les exportations nationales de bovins en viande et en vifs fléchissent, en particulier celles des gros bovins mâles finis à destination de la Turquie (hausse des droits de douane).

La faiblesse de l'offre, dès le début d'année, en France et en Europe, tire les cours vers le haut. Les prix des gros bovins (vache P, génisse R, bœuf R...) grimpent régulièrement tout au long du premier semestre. En juillet, les abattages se redressent fortement. Au second semestre, la faiblesse de la consommation et l'abondance de l'offre provoquent la chute des prix, sauf pour les jeunes bovins. Les animaux de conformation supérieure résistent à cette baisse. En moyenne annuelle, le prix de la vache lait P du bassin Grand Ouest atteint 3,31 €/kg, soit 4 % de plus qu'en 2012. Celui du jeune bovin R, assez stable en 2013, gagne 1 % en un an et passe à 3,88 €/kg.

Comme pour les autres catégories d'animaux, le coût de l'aliment pour gros bovins baisse progressivement durant l'année, mais reste le plus élevé depuis 2005. Selon l'Ipampa, il s'accroît de 7,5 % sur un an (+ 22,5 % sur 2008-2012). Avec la future PAC, les éleveurs de bovins viande devraient bénéficier d'un rééquilibrage des aides en leur faveur.

La filière veaux de boucherie est toujours en difficulté. En 2013, les abattages sont inférieurs de 7 % à la moyenne quinquennale. Depuis 2005, le volume abattu ne cesse de diminuer, atteignant 66 180 tonnes en 2013. Ce faible volume permet de maintenir le prix du veau à un niveau élevé. Il est à 6 €/kg en moyenne annuelle pour le bassin Nord (1). Contrairement aux autres aliments, le coût des aliments d'allaitement des veaux continue d'augmenter (+ 19 % comparé à 2008-2012) et pèse sur le coût de production des intégrateurs.

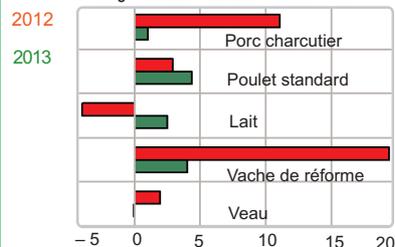
Amélioration de la conjoncture laitière en cours d'année

La crise du lait commencée fin 2012 se confirme début 2013, du fait de l'envolée du coût des aliments pour animaux. Cette flambée ne se répercute pas pour autant sur le prix d'achat du lait. Dans un contexte incertain (nouvelle PAC, fin des quotas laitiers en 2015), les tensions sont vives

(1) Depuis février 2013, un nouveau système de cotations des veaux de boucherie est appliqué, avec trois bassins de cotations en France au lieu de cinq. Les deux bassins Ouest et Nord/Nord-ouest forment désormais le bassin Nord, avec un centre de cotation à Rennes. Les séries ne sont donc plus exactement comparables avec celles des années précédentes.

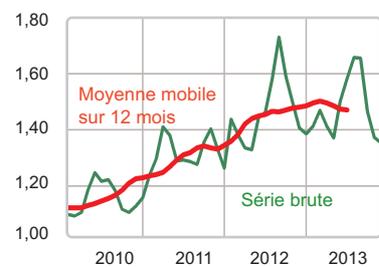
Évolution des prix en Bretagne

Prix des produits animaux Bretagne - Variation annuelle en %

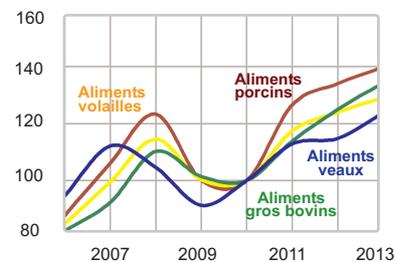


La variation du prix des œufs de consommation en France a été de :
 ► - 90 % en 2013
 ► + 52 % en 2012

Le prix du porc au Cadran de Plérin Bretagne - En euros par kg

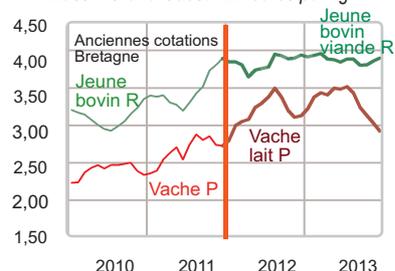


Coût des aliments selon l'Ipampa Bretagne - Base 100 en 2010



Cours des bovins (1)

Bassin Grand Ouest - En euros par kg



(1) Le nouveau système de cotations des gros bovins

Depuis janvier 2012, un nouveau système de cotations des gros bovins est appliqué, avec une nouvelle grille de cotations, et un élargissement de la zone géographique au bassin Grand Ouest. Les séries ne sont donc plus exactement comparables avec celles des années précédentes.

Sources : Agreste - Insee - FranceAgrimer -
 Marché au cadran de Plérin

entre producteurs, industriels et distributeurs. En avril, le médiateur national nommé pour dénouer la crise annonce une hausse technique que la grande distribution doit payer aux transformateurs laitiers à partir du 1^{er} juin. En contrepartie, ces derniers s'engagent à répercuter aux producteurs une augmentation de 2,5 cts/litre dès le mois d'avril, pour l'année 2013. L'accord signé avec les distributeurs peine à se mettre en place. Une augmentation du prix du lait à la production intervient finalement les mois suivants, soutenue par le contexte international. En effet, l'offre baisse au niveau mondial (Union européenne, Argentine, Australie, États-Unis) et le prix de la poudre de lait atteint son plus haut niveau historique du fait de la sécheresse en Nouvelle-Zélande. En moyenne annuelle, le prix du lait payé aux producteurs bretons atteint finalement 354 €/1 000 l, soit 8 % de plus qu'en 2012. L'écart est même de + 10 % avec la moyenne 2008-2012 (- 4 % au premier trimestre et + 20 % au dernier). Les quantités de lait livrées par les producteurs bretons en 2013 dépassent légèrement celles de 2012 et gagnent 3,3 % sur la moyenne 2008-2012. Ce résultat global masque un contraste entre deux périodes. Au premier semestre, la conjoncture est morose avec un repli des livrai-

sons par rapport à l'an passé, plusieurs facteurs expliquant cette baisse : une mise à l'herbe des vaches retardée en raison de la météo, un coût élevé de l'alimentation et un faible niveau du prix du lait au premier trimestre. Au second semestre, la situation s'améliore. La progression du prix du lait dynamise la collecte, encouragée par ailleurs par l'inversion de tendance du coût de l'aliment et par la bonne disponibilité en herbe. La production de lait au dernier trimestre permet de rattraper largement le déficit de l'hiver et de l'été.

Bonne année pour les choux-fleurs, décevante pour les tomates

En début d'année, l'offre de **choux-fleurs** est réduite en raison des aléas climatiques, mais la production des variétés hiver-printemps est bien valorisée. La douceur automnale favorise la production, mais pas la consommation. En octobre, les volumes d'inendus atteignent des records. Puis, grâce à l'augmentation de la demande européenne et la fin des productions locales, le marché se rééquilibre le mois suivant, avec disparition progressive des inendus et remontée des cours. Sur l'année, l'offre se réduit de 1,3 % par rapport à 2012 et de 8 % comparée à la moyenne 2008-2012. La hausse des prix qui s'en suit fait plus que compenser cette réduction. Le prix moyen annuel atteint 0,63 € / tête, stade production, supérieur de 19 % à celui de 2012 et de 22 % à la moyenne quinquennale. Le bilan est peu satisfaisant pour les **tomates**. Le manque de luminosité retarde le début de campagne. En juin, la fraîcheur des températures fait reculer la consommation et les cours se replient. Les conditions estivales de juillet soutiennent ensuite production et demande. En août, la production des jardins familiaux entraîne une réduction des achats et la concurrence des marchés du Bénélux impacte le commerce

et les prix ; ceux-ci chutent, puis restent décevants en automne. Au final, l'offre annuelle dépasse légèrement celle de 2012 (+ 6 % sur 2008-2012). Mais les prix baissent de près de 10 % sur l'année (- 2,6 % sur 2008-2012).

Après une timide entrée en campagne en raison de températures plus basses qu'à l'ordinaire, l'offre d'**artichauts** reste mesurée et le produit est bien valorisé. L'offre faiblit de 25 % par rapport à 2012 (- 2,6 % comparée à la moyenne quinquennale). Et le prix de l'artichaut camus gagne 35 % en un an (+ 43 % sur 2008-2012), grim pant à 0,7 €/kg.

Pour les **poireaux**, il faut distinguer la production du premier semestre 2013, très bien valorisée, de celle du second dont les cours demeurent bas sous l'influence d'une météo douce freinant la consommation. Le prix moyen passe de 1,1 €/kg à 0,5 €/kg entre les deux périodes.

Pour la première fois depuis les années 2000, la production de **pommes de terre** primeurs augmente. Grâce à un bon mois de juillet, la production annuelle s'accroît (+ 8,2 % sur 2008-2012), avec un prix moyen annuel grim pant à 0,51 €/kg, soit 34 % de plus que la moyenne quinquennale.

Les **endives** sont peu valorisées jusque fin octobre. La fin d'année 2013 est plus active.

Concernant les légumes industriels, les productions récoltées progressent en **petits pois**, mais faiblissent en **haricots verts** et **haricots à écosser et demi-secs**.

Pour en savoir plus...

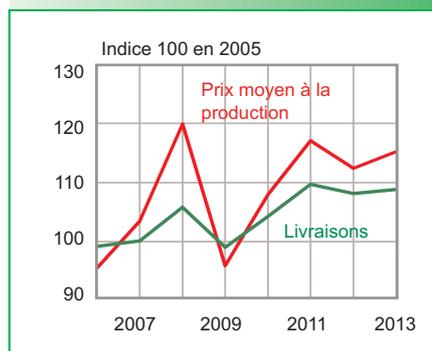
Le bilan conjoncturel national 2013 disponible sur le site Agreste :

<http://www.agreste.agriculture.gouv.fr/conjoncture/bilans-annuels/article/bilan-conjoncturel-2013>

Agreste conjoncture n°7 - Octobre - novembre 2013 :

En 2013, les prix agricoles à la production progressent, sauf pour les grandes cultures

Prix et livraison de lait en Bretagne



Source : Agreste - Draaf Bretagne - Enquête mensuelle auprès des laiteries